
Mythes de l'immigration zéro versus réalités du marché du travail sur fond de crises de l'accumulation de capital.

Fondations liminaires

Les pays capitalistes forts, confrontés à une crise économique dont l'ampleur n'a certes pas surpris les communistes, sont en passe de réguler par voie légale certains mécanismes régissant l'organisation du marché du travail afin d'émousser quelques contradictions sociales aiguës.

La loi de la valeur, dans toute la brutalité révélatrice des périodes sombres de l'accumulation de capital, n'est plus à même d'envoûter par son mouvement mystificateur une portion variable des classes subalternes.

Son devenir cycliquement catastrophique dans les conditions du rapport de production capitaliste dévoile violemment l'antagonisme des classes fondamentales de la société civile.

L'Etat, représentant unitaire permanent des classes dominantes, se doit par conséquent d'intervenir périodiquement de l'extérieur des rapports immédiats de production pour les reformuler conformément aux intérêts présents et futurs des classes dont il est l'expression.

Les lois et l'appareil qui les édicte et les applique occupent ainsi le devant de la scène réaffirmant de la sorte leur caractère de force matérielle concentrée du et à côté du pôle dominant de la société.

La violence agie et l'«arbitraire» érigés en institutions apparaissent au grand jour évoquant chez les simples d'esprit le besoin poussif de la restauration de l'Etat de Droit, mieux, de l'Etat des droits de l'homme.

Pour les communistes il n'est rien de tout cela; rivés comme ils le sont à l'horizon invariant de la critique scientifique des rapports capitalistes de production, ils s'essayent en premier et en toutes circonstances au dévoilement de ces derniers par-delà l'action superstructurelle de l'Etat.

Ainsi, les récentes dispositions anti-immigrés en France visent en réalité à :

- réduire le coût de reproduction de la fraction la plus faible du prolétariat -celle qui peuple le plus massivement les légions de la surpopulation relative de type stagnant-; les entraves aux regroupements familiaux et claniques, l'interdiction totale pour certaines de ces couches aux services publics de la santé, du logement, de la scolarisation, de l'indemnisation du chômage, de l'aide à la recherche d'un emploi, les sévères limitations à l'obtention ou au renouvellement d'un titre de séjour stable en cas de perte du poste de travail poussent les prolétaires qui sont frappés de la sorte à l'extérieur de la société civile visible, vers l'exode, la clandestinité et la délinquance marchande.

- exporter une partie du chômage par la déportation massive légalisée des «clandestins», par une pressante politique d' «aide (policière et administrative bien plus que financière) au retour» des anciens immigrés en situation régulière mais privés d'emploi et par l'érection de barrières difficilement franchissables à une vie affective et familiale normales.

- diminuer le prix de la marchandise force de travail «illégale» sans attaquer (au contraire en favorisant indirectement et tacitement) les fractions du capital social qui en achètent la valeur d'usage; la perte de tout espoir d'obtenir un jour un titre de séjour décent de la part des ouvriers clandestins les rendra encore plus dociles et dépendants du bon vouloir du patron qui les emploie.

- annihiler préventivement les heurts classistes pouvant éclater à la suite de l'aggravation de la situation de la classe exploitée et notamment de sa composante immigrée; la pression légale et policière est accrue à dessein de façon à disperser à moindres frais l'impact potentiel d'un combat massif et unitaire de la classe : le bouc émissaire des «maux sociaux de la population française» est clairement indiqué au bout des baïonnettes de la répression anti-immigrés.

Mais quelles sont les raisons profondes qui rendent possible voire nécessaire à la bourgeoisie de la plupart des pays capitalistes centraux le déclenchement d'une guerre sociale préventive (càd avant que son adversaire de classe se soit situé sur ce même terrain d'affrontement)?

La condition maîtresse doit être identifiée dans l'acceptation quasi totale d'une baisse absolue significative du salaire réel de la part du travail salarié; en effet c'est uniquement dans un contexte ainsi défini que les classes dominantes peuvent envisager de réduire la surpopulation relative par voie de faits tout en évitant le danger d' «un protectionnisme croissant du marché du travail», c'est-à-dire d'une réduction consécutive de la concurrence entre vendeurs de la marchandise force de travail. Ceci explique, entre autres, certains comportements

divergents, face au même scénario de grave crise de la valorisation du capital, des différentes bourgeoisies ou d'une bourgeoisie donnée à différents moments de son histoire.

Cela étant clairement placé au coeur de toute notre analyse trois autres facteurs, cette fois-ci permanents et/ou récurrents, s'ajoutent à l'impondérable (pour le capital bien sûr... et pour ses appendices de gauche) du cycle politique prolétarien; ils sont, eux, «structurels», profondément inscrits dans le devenir intrinsèque du mode capitaliste de production.

Rappelons-les :

- la crise est avant tout et au point de vue de la valeur d'usage, crise de la production en masse, débordement, relativement au besoin impérieux de la valorisation maximale de la totalité du capital avancé, de la valeur-capital par la valeur d'usage; la production de valeurs d'usage s'arrête brutalement pour ne pas accroître, dans la mesure du possible, la dépréciation du capital engagé; la force de travail nécessaire, à productivité supposée constante, diminue, le marché du travail s'élargit en correspondance au rétrécissement de la demande de travail humain. Ce facteur est récurrent (dans les crises) et permanent (au sens que les crises sont un moment inéluctable du cycle industriel du capital).

- du point de vue du procès immédiat de production le secret de la grande industrie mécanisée, nous l'avons abondamment démontré dans plusieurs de nos travaux, réside dans l'application assidue de la science à la production des marchandises. La technologie, résultat du mariage contre la nature de l'être humain entre la science et la valorisation, cristallisation spécifique au mpc de la force créatrice du travail social, est aujourd'hui au zénith de la nébuleuse productive de/du capital. La productivité du travail humain a, par son truchement, crû d'autant et plus encore. Mais les conditions de la reproduction du capital total rendent l'homme relativement inutile face à la puissance coagulée de son travail collectif. Tandis que la masse de la production augmente d'autant, le taux de croissance du travail salarié progresse de moins en moins au rythme du premier : moins d'hommes pour fabriquer les mêmes quantités ou davantage de marchandises, voici une loi d'airain du mpc qui ne peut pas être méconnue des communistes. A composition technique du capital grandissante réduction relative de la demande capitaliste de travail vivant. Il convient également de rappeler qu'avec la modification de la composition technique du capital la physionomie et les caractéristiques requises à la main d'oeuvre subissent des bouleversements décisifs (les «non-qualifiés», souvent immigrés, en payent le prix le plus fort car ils peuvent à tout moment se retrouver «hors marché», force de travail dépassée,

inutile). Ce facteur est permanent et il tend à agir avec une intensité moindre dans les moments difficiles du cycle industriel (crise et marasme économique).

- l'établissement du marché mondial des marchandises capitalistes se manifeste aussi par l'approfondissement de la division internationale du travail, expression adéquate, au sens du procès de travail, du développement concurrentiel du mouvement du capital. Les productions sont de plus en plus déterritorialisées et les marchés souffrent de moins en moins de l'obstacle spatial et temporel. Les progrès de la force productive du travail social dans les communications, dans les moyens de transport, dans les techniques de stockage et d'emballage pour ne citer que quelques exemples frappants rendent accessibles des marchés qui hier encore ne l'étaient pas, davantage d'entreprises sont capables de les atteindre. Aussi la recherche permanente visant à contenir au minimum nécessaire l'investissement en capital (qui pourtant -en tendance dominante- ne cesse de croître) amène les capitaux individuels à rechercher la meilleure composition technique du capital à moindre composition en valeur possible (économie de valeur-capital à avancer). Les entreprises se livrent donc à une course infernale pour payer moins cher la main-d'oeuvre, les matières premières et intermédiaires, les transports, les faux frais, les machines... en somme pour économiser plus de valeur-capital que les concurrents. Puis, l'essor des différents marchés leur impose de posséder à proximité des unités de production, de stockage et de distribution adéquates : la dite «délocalisation» qui n'est rien d'autre qu'une relocalisation, une réimplantation plus conforme au diktat de la recherche de la valorisation maximale. A un moment donné certaines «délocalisations» rentrent en concurrence directe avec les implantations habituelles (y compris certains pans du travail au noir des pays d'origine) les rendant brusquement «non compétitives». Ce facteur est permanent et a priori ne connaît pas de répit ou de limites sauf dans les périodes de conflits armés et/ou de guerres civiles ou encore de partition militaire explicite des marchés (avant et après-guerre).

Pour agir efficacement sur l'ensemble des facteurs sous-jacents et des mesures répressives des immigrés prises par de nombreux Etats capitalistes il convient d'esquisser un dispositif revendicatif prolétarien respectant cette partition.

Pour intervenir sur le fond de la question il faut se battre dans le sens de la :

- défense du salaire réel direct de toutes les fractions de la classe ouvrière (autochtone/immigrée, «légale»/ illégale», dans les pays contractants/dans les pays sous-traitants...) : à travail égal salaire égal, augmentations de salaire égales pour tous.

- défense du salaire réel indirect de toutes les fractions de la classe ouvrière : protection sociale pour tous sans discrimination, égalité des conditions d'accès au marché du travail, aux logements, à la scolarisation.

- unité internationale de la classe ouvrière et des masses opprimées ayant pour but primordial de contenir voire réduire la concurrence, inévitable à l'époque du mpc, entre vendeurs de force de travail : extension à tous et à tous les pans de la production sociale des conditions contractuelles de rémunération et de travail les plus favorables (non au travail au noir).

Pour répondre aux mesures de l'heure, visant à créer un nouvel environnement normatif, législatif et policier au «séjour des étrangers» il faut avancer des objectifs spécifiques qui, cependant, seraient dénués de sens si déconnectés de ceux qui s'attaquent au fond des choses; les voici :

- totale liberté de circulation des travailleurs
- droit illimité et inconditionnel de résidence des étrangers (sans contreparties de «moralité», de changement de coutumes, de religion, de nationalité etc.), non à l'intégration républicaine, non à l'assimilation des populations immigrées
- non aux expulsions, non à la double peine, non aux contrôles d'identité.

Paris, le 15 juin 1993.

*

*

*

